

**APPEL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES ETABLISSEMENTS D'ILE DE FRANCE
à étendre dans les villes, dans les départements et au niveau national
la résistance au plan « social » Sarkozy-Darcos »**

POUR GAGNER SUR LES REVENDICATIONS SUIVANTES :

- Refus des suppressions de postes et d'options, des heures sup., de la surcharge des effectifs, des bacs pro en 3 ans et de la suppression des BEP. Refus de la suppression de la carte scolaire. Création de tous les postes nécessaires (enseignants, vie scolaire, d'orientation, médicaux, sociaux, TOS).

- Refus des conclusions de la commission Pochard, du démantèlement de la fonction publique, de la suppression de la garantie d'emploi pour les fonctionnaires, de la précarité ; titularisation des précaires.

L'Assemblée Générale d'Ile de France (71 établissements : le 92 ayant une AG sur le département ; syndicats présents CGT, CNT, SUD Education) se félicite du succès de la manifestation en direction du ministère (qui a rassemblé 15 000 personnes (8 000, d'après la police) ainsi que des nombreuses actions menées à l'initiative des établissements (blocage, manifestations locales, contacts avec parent et premier degré...)

Elle propose aux AG d'établissements et de villes (personnels, parents et élèves), de initiatives de centralisation pour renforcer et étendre la mobilisation en région parisienne :

**- jeudi 3 avril, une grande journée de grève et de manifestation
en direction du ministère, 14 h 00 RER Luxembourg**

- la semaine suivante une autre journée de grève et de manifestation à Paris en concertation avec les lycéens (FIDL, UNL, AG lycéenne) les parents d'élèves FCPE et le premier degré

Elle propose également :

- de participer à la manifestation nationale du collectif « Uni(e)s contre une immigration jetable », samedi 5 avril, 14 h 30, Place d'Italie. RdV de diffusion angle avenue des Gobelins, côté mairie du 13^{ème}.

- de faire du samedi 12 avril une journée de manifestation avec les parents d'élèves, l'AG IdF proposant de converger vers le ministère

- d'organiser à Paris une rencontre nationale des établissements en lutte samedi 12 avril à partir de 18 h, avec l'objectif de contribuer à une reprise nationale du mouvement à la rentrée.

- de s'adresser à l'ensemble des directions nationales des syndicats pour leur demander ;
de soutenir dans l'unité ces mobilisations là où elles se développent, de les relayer dans leurs médias
de proposer des initiatives immédiates de centralisation à la hauteur des enjeux (grève, manif nationale)
de proposer aux fédérations de la FP et aux confédérations d'établir, dans l'unité, la convergence des luttes sur
l'emploi, les salaires (300 € pour tous), la sécu et les retraites (37,5 annuités pour tous)
LES REPONSES SERONT RENDUES PUBLIQUE

Prochaine AG IdF, commune aux personnels et au lycéens, le jeudi 3 avril, à 17 h 00
Bourse du Travail de Paris, 3 rue du Château d'Eau

Information / mobilisations : rassemblements intersyndicaux devant les rectorats le 2/ 04, à 15 h à Versailles 16 h à Créteil

L'AG IdF saisit la Ligue des droits de l'homme, le syndicat de la magistrature ; et le syndicat des Avocats de France, pour mette en place une commission d'enquête sur les agressions / répressions de lycéens par la police (notamment aux lycées Utrillo de Stains et Eifel de Gagny) et demande aux établissements en lutte d'être extrêmement vigilants par rapport aux menaces et aux pressions qui sont faites vis-à-vis des élèves et des familles et à prendre des dispositions pour qu'aucun élève ne soit sanctionné du fait de son activité revendicative (exclusions au lycée Eluard St Denis ; conseils de discipline au lycée Feyder Epinay).